****

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | **Service de l’énergie opérationnelle**  **Centre de soutien technique et administratif**  **Bureau achats** | | |

|  |  |
| --- | --- |
| DÉCLARATION DU candidat INDIVIDUEL  **OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT** | DC2 |

*En complément de sa lettre de candidature (formulaire DC1), le candidat individuel ou chacun des membres du groupement peut produire, en annexe du DC2, les éléments demandés par le pouvoir adjudicateur dans l'avis d'appel à la concurrence* *ou dans l’invitation à confirmer l’intérêt, ou en l’absence d’un tel avis ou d’une telle invitation, dans les documents de la consultation.*

|  |
| --- |
| **A - Identification du pouvoir adjudicateur** |

**Ministère des Armées**

Service de l’énergie opérationnelle (SEO)

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Bureau Achats / Section Infrastructures

Caserne Thiry – 47 rue Sainte Catherine – CS 60016 – 54035 NANCY CEDEX.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : +33 (0)3.83.19.35.48

Adresse Internet (site PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Adresses électroniques : [isabelle.guide-forest@intradef.gouv.fr](mailto:isabelle.guide-forest@intradef.gouv.fr)

[csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr)

1. **** Nom, prénom, qualité du signataire du marché public ou de l’accord-cadre :
2. **Le Commandant du centre de soutien technique et administratif**
3. Origine de son pouvoir de signature :
4. L’État : a été nommé pouvoir adjudicateur par délégation par arrêté du 22 juin 2007 modifié.

|  |
| --- |
| **B - Objet de la consultation** |

Travaux de reconstruction et de modernisation de dix stations-service au profit du SEO.

|  |
| --- |
| **C - Identification du candidat individuel ou du membre du groupement** |

**C1 - Cas général**

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat* *issu d’un répertoire figurant dans la liste des ICD.]*

**** Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation :

**** Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale) :

**** Adresse électronique :

**** Numéro de téléphone :

**** Numéro SIRET, à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm) :

**** Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

**** Le candidat est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise ?

*au sens de la* [*recommandation de la Commission du 6 mai 2003*](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2003:124:0036:0041:fr:PDF) *concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens* [*de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=83BCBFC60390609F22C124D22345B382.tpdila22v_1?idArticle=LEGIARTI000033669891&cidTexte=LEGITEXT000005621315&dateTexte=20170428) *n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l’artisanat (*[*Art. R. 2151-13*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D5F2C558D167BFA1A3D87F2A4EDA8784.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037730515&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) *et* [*R. 2351-12*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D5F2C558D167BFA1A3D87F2A4EDA8784.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037728815&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) *du code de la commande publique)*

Oui  Non.

**C2 - Cas spécifiques relatifs aux conditions de participation**

**** Lorsque le candidat est inscrit sur une liste officielle d’opérateurs économiques agréés au sens de l’article R. 2143-15 du code de la commande publique :

- Indication du nom de la liste officielle :

- Références sur lesquelles l’inscription ou la certification est basée et, le cas échéant, la classification sur la liste :

*(L’attention du candidat est attirée sur le fait qu’il convient de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire pour l’ensemble des conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur et qui ne seraient pas couvertes par les conditions d’inscription sur la liste officielle ou le certificat d’inscription sur cette liste.)*

- Le cas échéant, adresse internet à laquelle le certificat d’inscription sur cette liste officielle est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

|  |
| --- |
| **E - Renseignements relatifs à l’aptitude à exercer l’activité professionnelle concernée par le contrat** |

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur au titre de l’aptitude à exercer l’activité professionnelle.*

**E1 - Renseignements sur l’inscription sur un registre professionnel :**

**E2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (uniquement lorsque le pouvoir adjudicateur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l’**[**article R. 2343-14**](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037728897) **du code de la commande publique) :**

*(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- adresse internet :

- renseignements nécessaires pour y accéder :

|  |
| --- |
| **F - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement** |

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par le RMO au titre de la capacité économique et financière.*

**F1 - Chiffres d’affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Exercice du ..................  au .................. | Exercice du ..................  au .................. | Exercice du ..................  au .................. |
| Chiffre d’affaires global (ne remplir que pour les exercices pour lesquels ce renseignement est demandé par le pouvoir adjudicateur) |  |  |  |
| Part du chiffre d’affaires concernant les travaux objet du marché (si demandé par le pouvoir adjudicateur) | % | % | % |

Lorsque les informations sur le chiffre d’affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l’opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :

……./…………./……

**F2 – Autres informations requises par le pouvoir adjudicateur au titre de la capacité économique et financière**

*(Chiffres d’affaires moyens sur la période demandée par le pouvoir adjudicateur, informations sur les comptes annuels, rapport entre les éléments d’actif et de passif, informations sur le niveau approprié d’assurance des risques professionnels, etc., tels que demandés par le pouvoir adjudicateur ; le cas échéant, renvoyer à la rubrique H du présent formulaire.)*

**F3 – Pour les marchés publics de travaux**

En cochant cette case, le candidat déclare qu’il aura souscrit un contrat d’assurance le couvrant au regard de la responsabilité décennale ([article L. 241-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006795912&cidTexte=LEGITEXT000006073984) du code des assurances).

**F4 – Documents de preuve disponibles en ligne (uniquement lorsque le pouvoir adjudicateur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de** [**l’article R. 2343-14**](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037728897) **du code de la commande publique)**

*Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :*

*(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

|  |
| --- |
| **G - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement** |

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur au titre de la capacité technique et professionnelle.*

**G1 - Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur au titre de la capacité technique et professionnelle, qu’il peut récapituler ici**

**G2 - Documents de preuve disponibles en ligne (uniquement lorsque le pouvoir adjudicateur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de** [**l’article R. 2343-14**](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037728897) **du code de la commande publique)**

*Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :*

*(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

|  |
| --- |
| **H - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s’appuie pour présenter sa candidature** |

*Rubrique à renseigner dans l’hypothèse où le candidat ou l’un des membres du groupement s’appuie sur la ou les capacités d’un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l’unissent à cet opérateur, en application du II de l’article*[*R. 2142-3*](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000050930282) *du code de la commande publique auquel l’article*[*R. 2342-2*](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037728981) *renvoie.*

*(Joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du DC2, tous les renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le candidat sera tenu d’apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d’exécution du marché public.)*

**Désignation du (des) opérateur(s)**

*(Adapter le tableau autant que nécessaire.)*

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du membre du groupement concerné (\*)** | **Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l’établissement (\*\*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET de l’opérateur sur les capacités duquel le candidat ou le membre du groupement s’appuie (\*\*\*)** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

*(\*) En cas de candidature individuelle, le renseignement de cette rubrique est inutile.*

*(\*\*) Préciser l’adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l’établissement.*

*(\*\*) Pour les groupements conjoints.*

*(\*\*\*) À défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire figurant dans la liste des ICD.*

|  |
| --- |
| **I – Renseignements spécifiques aux marchés publics de défense ou de sécurité** |

**Renseignements relatifs à la nationalité du candidat individuel ou du membre du groupement**